

III. — MAROC

Certains observateurs présentent 1975 comme une année plus politique qu'économique. Le vingtième anniversaire de l'indépendance, la réactivation de la vie politique interne et le recouvrement du Sahara marocain — jusqu'ici sous domination espagnole — constituent des événements majeurs de la vie nationale qui donnent en effet à cette année une dimension toute particulière.

Le parachèvement progressif de l'unité territoriale, au-delà de sa portée géo-politique, va certainement remodeler à terme l'économie et la société marocaine.

Cependant, 1975 est aussi l'An II du plan quinquennal 1973-77 dont la réalisation se trouve compromise en partie par la crise du Centre capitaliste.

Le constat de cette année souligne l'aggravation des effets de l'essoufflement de la croissance capitaliste des pays industrialisés sur l'économie marocaine. Les prévisions optimistes des responsables en matière d'exportation de certains produits miniers (phosphates en particulier) se sont révélées erronées. Et les mesures prises dans le cadre de la révision du plan ont été rendues inopératoires par le retournement de la conjoncture internationale.

La détérioration de la balance des biens et services, l'escalade du coût de la vie, l'aggravation du déficit de la balance de l'emploi, l'accentuation de l'endettement extérieur constituent quelques indices révélateurs de la gravité de la crise qui secoue l'économie marocaine.

C'est ce que nous tenterons de montrer à travers l'analyse des principaux secteurs d'activités économiques ainsi qu'à travers l'analyse des équilibres fondamentaux de l'économie.

I. — ANALYSE QUANTITATIVE

Nous avons souligné dans notre chronique précédente que la croissance enregistrée en 1974 est très hypothétique. L'évolution cyclique du taux de croissance de la PIB est à cet égard très significative : 1,4 % en 1973, 9,5 % en 1974 et 2,2 % en 1975.

L'allure fluctuante de la PIB montre avec force que l'aléa conjoncturel constitue un déterminant majeur du rythme de croissance de l'économie

marocaine. L'analyse sectorielle ci-dessous confirme cette constatation structurelle à savoir que le hasard dirige toujours le gouvernail de notre économie.

1. L'AGRICULTURE.

La campagne agricole 1974-75 a été nettement moins bonne que celle de l'année précédente. Elle fut caractérisée par une très mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace.

Etant donné la nature de l'économie marocaine, les résultats de cette campagne ont fortement marqué la physionomie de la PIB. C'est ainsi que la part relative de la valeur ajoutée agricole dans la PIB est passée de 28,3 % en 1974 à 24,5 % en 1975 (1).

1.1. La production céréalière.

La production des principales céréales d'hiver n'a pas dépassé 35,3 millions de quintaux — contre 46,3 Mq en 1974 et 30,4 Mq en 1973.

TABLEAU I
Production céréalière (en 1000 qx)

Spéculation	Moyenne 1970-71 à 1974-75(1)	Production 1974-75 (2)	Rapport (2) 100 (1)
Blé dur	14 077,1	12 039,8	85,5
Blé tendre	4 624,4	3 708,4	80,1
Orge	20 529,4	15 853,1	77,2
Maïs	3 471,0	3 707,6	106,8
Total céréales principales	42 701,9	35 308,9	82,6

Source : Ministère de l'Agriculture (service des statistiques et de la Documentation).

Il apparaît que la récolte de la campagne 1974-75 est inférieure à la moyenne des cinq dernières campagnes — à l'exception du maïs qui a vu sa production augmenter de 6,8 %. Par contre, la production de l'orge, du blé tendre et du blé dur a baissé successivement de 23 %, 20 % et 15 % par rapport à la moyenne de cinq dernières campagnes.

Il faut souligner que parallèlement à une diminution des superficies cultivées (—9 %), les rendements des principales céréales ont enregistré une baisse non négligeable par rapport aux rendements observés en 1973-74 (2).

(1) En termes constants, la VA agricole a baissé de 11,8 % (3 660 millions de DH en 1975 contre 4 150 MDH en 1974).

(2) Les raisons conjoncturelles à citer sont le retard des pluies d'une part et la faiblesse des pluies dans les régions du Sud d'autre part.

TABLEAU II
Evolution des rendements des céréales principales
 (Rendements en q/ha)

Cultures	1973/74	1974/75	Moyenne des 5 dernières campagnes
Blé dur	9,9	9,7	9,9
Blé tendre	8,9	8,2	9,1
Orge	12,1	8,7	10,5
Maïs	8,7	7,5	7,4

Source : Ministère de l'Agriculture.

La conséquence directe de cette situation est l'aggravation du déficit alimentaire qui à son tour se traduit par une forte demande d'importation de blé tendre (3) en particulier.

Rappelons que le poids et le renchérissement grandissant des importations de blé tendre — en dépit d'une diminution relative des cours mondiaux de cette céréale — constituent l'une des sources de l'aggravation du déficit de la balance commerciale.

1.2. Les légumineuses.

Elles occupent 11,4 % de l'ensemble des terres ensemencées, soit 562 500 ha. Malgré une diminution de 4 % des superficies cultivées, la production a enregistré 4,5 millions de quintaux, ce qui correspond à la moyenne des cinq dernières campagnes (4,4 millions de quintaux).

Cependant la production de la campagne 1974-75 a chuté substantiellement par rapport à celle de 1973-74 : 4.5 Mq, contre 7 Mq.

Il faut préciser que les fèves sont toujours en tête de liste avec une part supérieure à 45 % de l'ensemble des légumineuses.

TABLEAU III
Evolution des productions de légumineuses
 (en 1 000 qx)

Produits	1973-74	1974-75	Moyenne des 5 dernières campagnes
Fèves	3 454,9	2 126,8	2 467,7
Pois chiches	1 637,9	608,3	831,5
Petits Pois	1 237,9	985,7	612,3
Lentilles	274,3	342,8	179,2
Autres légumineuses	437,5	445,5	309,7
Total	7 042,5	4 509,1	4 400,7

Source : Ministère de l'Agriculture.

(3) Le blé tendre est considéré comme la principale denrée alimentaire de base. Ses importations représentent presque 50 % en volume des importations totales d'origine agricole en 1975 — contre 10 % en 1969. En valeur, elles rentrent pour 27 % de l'ensemble des importations agricoles (contre 13 % en 1969).

1.3. Cultures industrielles.

Les superficies occupées par les cultures industrielles connaissent une progression soutenue tant au niveau de la surface que de la production (par contre, les superficies consacrées aux quatre principales céréales diminuent).

Les betteraves occupent la première place avec successivement 74 % et 95,7 %. Quant au coton, il intervient pour 20,7 % et 0,9 % de l'ensemble.

Par ailleurs, et comme le montre le tableau IV, si la production betteravière s'est accrue de 8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, celle du coton ne cesse de se détériorer (— 20 %) comparativement à la moyenne 1970-71 à 1974-75.

TABLEAU IV
(en 1 000 qx)

	Moyenne 1970-71 à 1974-75 (1)	Production 1974-75 (2)	Rapport (2) x 100 (1)
Betteraves	16 578,4	17 919,2	108,1
Coton	214,8	173,0	80,5
Total	16 793,2	18 092,2	107,7
Canne à sucre (1)	n.c. (1)	628,0	—

(1) non cultivée.

(n.c.) avant 1974-75.

Source : Ministère de l'Agriculture.

L'objectif et la politique sucrière suivie au Maroc est la réalisation de l'autosatisfaction en 1985. En attendant, le sucre reste une denrée de grande spéculation, et le déficit sucrier important. En effet, la production de sucre satisfait à peine la moitié des besoins (260 000 T en 1975), le reste étant comblé par des importations dont le coût ne cesse de s'accroître (4).

1.4. Les plantations fruitières (olivier, vigne, agrumes).

Les superficies occupées par les plantations fruitières s'élèvent à 540 700 ha : l'olivier en représente 54 %, le verger agrumicole 12 % et enfin le vignoble 9,8 %.

1.4.1. Les agrumes.

La production d'agrumes n'a pas dépassé 610 000 T, contre 840 000 T en 1974. Cette baisse, dûe essentiellement aux conditions climatiques défavorables s'est répercuté sur le volume des exportations qui est passé à son

(4) Le tonnage importé en 1975 a baissé par rapport à celui de 1974 (il est passé de 294 758 T à 267 324 T). Par contre la valeur est passée de 641,3 MDH à 971,3 MDH.

tour de 586 000 T à 482 160 T, soit une diminution de 18 %. Cependant, la valeur FOB des exportations d'agrumes s'est accrue de 13 % — 505 MDH contre 441 MDH lors de la dernière campagne. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance, dont en particulier :

— le renchérissement des prix des fruits concurrents (bananes, pommes, poires);

— l'écoulement de quantités importantes sur le marché soviétique, la réalisation de plus-values exceptionnelles par rapport aux produits espagnols (orange : + 35 %, + 4 % pour la clémentine).

TABLEAU V
Production d'agrumes (1974-75)
(en milliers de tonnes)

	1973-74	1974-75
Oranges	626	478
Clémentines	188	106
Pomelos	16	16
Citrons	10	10
Total	840	610

Source : L'OCE.

1.4.2. Le vin.

Durant le quinquennat 1970-74, les superficies réservées aux plantations viticoles ont peu varié (5) (— 7 %).

Par contre, les quantités de vin exportées ont diminué sensiblement — 619 000 hl contre 815 000 hl —, entraînant par là une chute considérable de la recette globale : de 59 millions de DH en 1973-74 à 32 millions de DH en 1974-75.

Cette situation est due en particulier à l'existence de stocks importants, aggravée par un excédent de récolte enregistré dans tous les pays méditerranéens.

En conclusion, le nouvel accord, Maroc-CEE, conclu en avril 1976 et de durée illimitée, va-t-il réellement favoriser un développement important des exportations de produits agricoles en garantissant la stabilité des débouchés et des aménagements tarifaires stimulants ? C'est ce que nous verrons à l'occasion de la chronique économique 1976.

(5) 52 700 ha en 1974-75 contre une moyenne de 56 600 ha durant la période 1970-74.

1.5. Le cheptel.

TABLEAU VI
Effectif du cheptel national (unité : 1 000 têtes)

	1971	1975	1975/71
Bovins	3 662	3 550	96,9
Ovins	16 700	13 930	83,4
Caprins	7 050	5 624	79,7

Source : Ministère de l'Agriculture.

Il faut préciser que ces statistiques sont différentes de celles des années précédentes. Résultat de l'enquête sur l'élevage effectuée en 1971 (6), elles peuvent être considérées comme proches de la réalité.

Ces statistiques soulignent la dégradation continue du cheptel national, dégradation qui touche par ordre décroissant les caprins (— 20,3 %), les ovins (— 16,6 %) et les bovins (— 3 %).

Cependant, en dépit d'une diminution de la consommation de viande par habitant de — 9 %, entre 1960-64 et 1970-74, la quantité des abattages contrôlés ne cesse de croître (7). C'est ainsi qu'en 1975, plus de 3 400 milliers de têtes ont été abattues — contre 3 300 milliers l'année précédente — représentent 112 050 tonnes de viande nette — contre 100 370 T en 1974 — L'anarchie qui règne dans ce secteur a fait que le Maroc est devenu un pays importateur de viandes.

2. LA PRODUCTION MINIÈRE ET ÉNERGÉTIQUE.

Les activités minières et énergétiques restent profondément marquées par l'évolution de la conjoncture internationale. C'est ainsi que si l'exercice précédent a été celui de la hausse des cours de certains minerais — en particulier celui des phosphates —, 1975 est l'année de retournement de conjoncture, rendant par là hypothétique toute prévision dans le secteur minier.

2.1. Les Mines.

Difficile fut l'année 1975 pour le secteur des activités minières. La mévente des phosphates et la chute des cours de certains minerais (cuivre, plomb) ont fait que la valeur ajoutée minière a baissé de 26,3 % — en termes constants.

(6) Cf. pour de plus amples information : la brochure *Statistiques agricoles*, juin 1975 (Division des Affaires économiques - Ministère de l'Agriculture).

(7) Par contre, une diminution des têtes abattues de plus de 8 % a été enregistrée en 1974.

TABLEAU VII

Evolution de la production et de la valeur des principaux minerais

	Production (en milliers de T)		Valeur (en milliers de DH)	
	1974	1975	1974	1975
Phosphates secs	19 700	14 100	4 234 000	3 783 000
Minerai de fer	530	550	53 260	58 320
Minerai de plomb	140	104	155 670	76 520
Minerai de zinc	27	36	21 580	29 780
Minerai de cobalt	12	14	17 600	23 140
Minerai de cuivre	16	18	25 940	20 950

Source : Ministère du Commerce, de l'industrie, des mines et de la marine marchande.

2.2. Les phosphates.

La diminution de la part du secteur minier dans la PIB est due essentiellement à la chute de la production et de l'exportation des phosphates : successivement 14 millions de T contre 19,7 MT et 13 MT contre 18,7 MT.

Cette nouvelle situation a affecté gravement l'état des finances publiques, d'autant plus que le réajustement du prix des phosphates et les perspectives qu'il a fait miroiter ont constitué l'un des fondements de la révision du plan quinquennal en cours d'exécution.

La mévente des phosphates ne peut être réduite à un simple problème technique (surstockage, diminution du prix des céréales, des conditions climatiques, défavorables rendant difficile l'utilisation des engrais, l'encadrement du crédit...). Comme le souligne le rapport de la Banque du Maroc pour l'année 1975, la raison réside dans la réticence des pays consommateurs vis-à-vis des phosphates en provenance du Maroc qui s'est trouvée favorisée par l'offre des phosphates américains sur le marché mondial à des prix moins élevés.

C'est pourquoi, quelle que soit l'importance de la richesse nationale que représente les phosphates — surtout après le parachèvement de l'unité territoriale du Maroc — il s'avère nécessaire d'opérer une révision profonde de la politique phosphatière, dans le cadre de la définition de nouvelles options économiques, afin de réduire le poids de l'incertain sur le cours de l'évolution de l'économie marocaine.

2.3. Les autres minerais.

Comme le montre le tableau VII, la mauvaise conjoncture a aussi touché les minerais de fer, de plomb, de zinc, de cobalt et de cuivre.

Comparativement aux phosphates, ces minerais occupent une place de second rang dans le domaine de la production et des exportations.

Par ailleurs, à l'exception de la production du plomb qui a diminué de 26 %, celle du zinc, du cuivre et du fer s'est sensiblement amélioré : successivement + 32 %, + 9 %, + 4,3 %.

En résumé, 1975 constitue un exercice très défavorable par rapport à l'année précédente, et ce à la suite du « désordre ordonné » qui règne sur les bourses des matières premières. En réalité, le problème n'est pas technique. Et ce qu'on appelle savamment les « variations erratiques des cours » n'est que l'effet de fonctionnement d'une structure de marché dont les règles échappent totalement aux pays producteurs.

2.4. La production énergétique.

La production énergétique a enregistré une progression modeste de 6,2 % par rapport à l'année précédente (indice de base : 100 en 1969). Deux remarques importantes sont à faire :

- la *production d'antracite* a connu le taux d'accroissement le plus élevé (+ 13,6 %) en passant de 574 000 T en 1974 à 652 000 T en 1975.

Rappelons que la quasi totalité de cette production est principalement absorbée par la centrale thermique de Jerrada.

- la *production de pétrole brut* et de gaz naturel a par contre baissé successivement de 19 % et de 8,3 %. C'est ce qui explique l'importance du déficit énergétique du Maroc qui mesure le taux de dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Ce taux a grimpé de 4 points entre 1973 et 1975 en passant de 73 % à 77 %. Il constitue un facteur de déséquilibre externe et interne :

— au niveau externe, le coût des importations des produits pétroliers reste élevé — malgré une légère baisse — : 882 millions de DH contre 990 millions de DH l'année précédente (8).

— au niveau interne : une répercussion directe du renchérissement des produits pétroliers importés sur les prix internes de ces mêmes produits allant de + 12 % à + 40 %. Parmi les effets engendrés par cette situation, il faut relever : d'un côté une baisse dans la consommation d'essence en 1975 par rapport à 1973 (504 200 m³ en 1973 contre 484 000 m³ en 1975). Ce phénomène souligne un certain degré d'élasticité de la demande d'essence par rapport aux variations des prix. D'un autre côté, le ralentissement dans la production des voitures de tourisme : + 5 % en 1975 contre + 13 % en 1974.

La corrélation positive qui s'établit entre ces deux catégories de produits est significative de la règle classique de complémentarité, vérifiée empiriquement ici.

(8) Les principaux fournisseurs du Maroc sont l'URSS et l'Irak. Un programme de prospection des sources énergétiques est en cours d'exécution : pétrole dans les zones de Tarfaya, Ifni, Agadir, Doukkala; les projets d'exploitation à terme des schistes bitumineux.

TABLEAU VIII
Evolution de la balance énergétique

En milliers de "tonnes équivalent charbon" (TEC)	1974		1975	
	Total	%	Total	%
<i>Consommation</i>				
— charbon	516	11	646	13
— produits pétroliers raffinés	3 775	79	3 960	79
— électricité hydraulique	495	10	410	8
Ensemble	4 786	100	5 016	100
<i>Dont fournie localement</i>				
— Anthracite	487	44	618	55
— Pétrole et gaz naturel	124	11	105	9
— Electricité hydraulique	495	45	410	36
Ensemble	1 106	100	1 133	100
<i>Déficit énergétique</i>	3 680		3 883	
— En % de la consommation globale		77		77

Source : Ministère du Commerce et de l'Industrie.
Rapport banque du Maroc (1975).

3. INDUSTRIE ET ARTISANAT.

La conjoncture industrielle a été plus favorable en 1975 qu'en 1974 : le taux de croissance fut de 6,2 % contre 2,3 % — soit la moitié du taux projeté à l'occasion de la révision du plan —. Cette situation qui tranche avec une conjoncture générale très difficile s'explique par l'intervention croissante de l'Etat provoquée par la défaillance d'une initiative privée vorace vis-à-vis des projets hautements spéculatifs.

Les branches industrielles les plus dynamiques sont soit liées à des activités spéculatives (constructions) soit à la demande externe (textiles).

Durant l'exercice 1975, les industries chimiques et para-chimiques ont stagné. Les quantités de super-phosphates exportées ont enregistré une baisse de 18,5 % pour atteindre le volume de 241 400 T (9).

(9) Trois facteurs expliquent la mévente des super-phosphates marocains :

- la concurrence des produits américains plus compétitifs,
- le surstockage des engrais par les clients traditionnels,
- enfin l'apparition de nouvelles techniques agricoles réduisant fortement les fournitures phosphatées.

A la suite de la mauvaise campagne agricole, les industries alimentaires ont vu leur taux de croissance diminuer de 50 % en passant de 8,2 % à 4,1 %. L'industrie du cuir connaît la même situation (taux de progression : + 3,5 % contre + 16,3 %). Cependant, la concurrence des produits d'importation et l'interdiction des exportations de peaux d'ovins, de caprins et de bovins constituent deux facteurs importants qui soulignent que les capacités de production de cette industrie ne sont pas pleinement utilisées.

Par contre, l'industrie textile — malgré la baisse de la demande intérieure, conséquence directe de la chute des revenus agricoles — a connu une expansion de 4 %. Ce mouvement de hausse a touché particulièrement la bonneterie et la confection et ce grâce aux exportations. Le même phénomène a caractérisé les chaussures dont les exportations ont augmenté de 15,7 %.

L'activité des industries de transformation est toujours jugée satisfaisante en dépit d'une baisse importante : + 8,4 % contre 17 %.

L'essor de l'équipement hôtelier, de la construction d'habitations et des TP a porté la consommation du ciment à 2 254 000 T (contre 1,9 MT). Pour combler le déficit de la production de ciment, le Maroc a dû importer 220 000 T en 1975 (10).

En résumé, il ressort de ce qui précède que la structure de la PIB, d'une année à l'autre, ne connaît pas de grands changements : un secteur agricole toujours prédominant (30 %) avec la persistance d'un secteur industriel — *stricto sensu* — marginal (11 %).

4. LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (F.B.C.F.).

TABLEAU IX
FBCF (Prix courants) (en millions de DH)

	1974	1975	Variations en %
Matériel	2 040	3 470	+ 70,1
Bâtiment	1 090	1 850	+ 69,7
T.P.	1 100	2 390	+ 117,3
Total	4 230	7 710	+ 82,3

Source : Division des Statistiques.

La FBCF a fait un bon quantitatif spectaculaire (+ 82,3 % contre 44,4 %), portant ainsi le taux d'investissement à un niveau record de 29,2 % — contre 18 % l'année précédente.

L'observation statistique porterait les rostowiens à conclure que l'écono-

(10) Il est prévu de porter la capacité de production de 2 M à 10 MT en 1985 par l'implantation de 8 nouvelles cimenteries.

mie marocaine décolle. Cependant, l'analyse de la structure de la FBCF fait remarquer :

— *d'une part que la rubrique BTP représente plus de 50 % de la FBCF.* Ainsi, les statistiques de permis de construire indiquent que le nombre de logements autorisés est en accroissement de 11,7 %, atteignant 24 813 unités — ceci concernant essentiellement les « villas et immeubles de rapport » au détriment de l'habitat de type économique et des locaux industriels et commerciaux. La spéculation immobilière qui en découle constitue de plus en plus un facteur inflationniste majeur dont les effets socio-économiques sont évidents.

Par ailleurs, l'effort d'infrastructure (routes, barrages, ports...) entrepris par le secteur public pèse d'un poids non négligeable dans la rubrique BTP.

— *d'autre part que la rubrique matériel s'est accrue de 70 %.* Cette augmentation est due principalement au doublement des dépenses publiques en matière d'équipement. C'est dans ce cadre que s'explique l'importation massive de biens d'équipement militaire pour la défense de l'intégrité territoriale du Maroc.

Toujours est-il que la part de l'Etat dans la FBCF ne cesse de progresser en passant de 41 % en 1973 à 58 % en 1975. Cependant, cet indicateur souligne une tendance structurelle dans les économies capitalistes sous-développées comme celle du Maroc : l'Etat, face à la bâtarde de l'initiative privée, remplit en même temps une fonction d'entraînement d'appoint.

5. L'EMPLOI.

Tout le monde reconnaît que les données statistiques sur l'emploi sont souvent imprécises et incorrectes.

Pour l'exercice 1975, sur une population estimée à 17,5 millions, 4,7 millions sont considérées comme des personnes actives. Et selon les données du dernier sondage effectué en 1971, le nombre total des chômeurs serait de 900 000 (400 000 en milieu urbain et 500 000 en milieu rural). Ce qui donne un taux de chômage officiel de 22,5 % pour la même année.

La révision du plan quinquennal 1973-77 a fortement insisté sur un programme complémentaire d'investissements peu capitalistiques et fortement utilisateurs de main d'œuvre. Ceci avec l'espoir de réduire le déficit de la balance de l'emploi à 300 000 chômeurs pour 1977.

Mais les solutions traditionnelles se sont révélées incapables de résoudre le problème du chômage :

- la promotion nationale n'a procuré que 10,7 millions de journées de travail — contre 11,4 millions en 1974.
- l'émigration décline depuis 1973 : le nombre de contrats d'embauche conclus à l'étranger n'a pas dépassé 11 800, soit une baisse de 60 % par rapport à l'année précédente — conséquence directe de la crise des pays capitalistes d'Europe.

Il faut aussi noter le durcissement des mouvements revendicatifs sur le front social : le nombre des journées de grèves étant passé de 190 000 en 1974 à 276 000 en 1975. La cause directe de l'accentuation de la combativité ouvrière — souvent spontanée — est la détérioration du pouvoir d'achat (11). L'indice officiel du coût de la vie a grimpé de 8 points par rapport à l'exercice précédent.

6. LE TOURISME.

Le mouvement touristique est resté stationnaire avec 1,3 million aussi bien en 1974 qu'en 1975 (le plan prévoyant 1,7 M). Parmi les plus fortes baisses enregistrées, les touristes de séjour de nationalité algérienne sont bien classés avec — 45 % (84 000 contre 148 000).

Cependant, les recettes ont progressé de 17 % atteignant 1 200 millions DH, soit plus de la moitié des recettes de transfert en provenance des travailleurs marocains à l'étranger et 14 % des exportations de biens et services.

Les cessions effectives de devises recensées par l'Office des changes n'ont pas dépassé 920 M DH, soit un taux de progression de 19,7 % contre 43,5 %.

Par ailleurs, l'effort d'investissement touristique se ralentit. C'est ainsi que les investissements agréés ont accusé une baisse de 25 %, atteignant le montant de 62 M DH. Mais tout porte à croire que c'est là un signe passager de conjoncture.

II. — ANALYSE QUALITATIVE

1975 est une année de déséquilibre dont la gravité rappelle les symptômes de la crise financière de 1964.

1. DÉFICIT COMMERCIAL.

TABLEAU X
Balance commerciale

en millions de DH	1973	1974	1975
Importations CAF	4 684	8 292	10 393,7
Exportations FOB	3 746	7 440	6 237,7
Solde	— 938	— 852	— 4 156
Couverture (%)		90	60

Source : Office des changes.

(11) D'autres raisons sont à souligner :

- la violation systématique par le patronat des droits syndicaux élémentaires,
- la concentration progressive de la richesse entre les mains d'une minorité, phénomène accentué par la tendance à la baisse de la vitesse de circulation de la monnaie depuis plus de 10 ans.

Ce tableau ci-dessus appelle les remarques suivantes :

a) *l'aggravation du déficit commercial qui a été multiplié par près de 5 fois en 12 mois.* La réalisation de ce record fait que le taux de couverture des dépenses d'importation par les recettes d'exportation s'est considérablement dégradé en passant de 60 à 90 %.

La balance en valeur des principaux groupes de produits est déficitaire : produits alimentaires (— 1 138 M DH), demi-produits (— 1 819 M DH), biens d'équipement (— 2 445); biens de consommation (— 623). Le seul groupe dont la balance reste excédentaire est celui des matières premières (+ 1 870 M DH contre 2 680 M DH en 1974).

b) *la cause directe de la détérioration massive de la balance commerciale réside dans la chute de la valeur des exportations (— 16 %) (12) et ce, pour la première fois depuis 1968 et après un quasi doublement en 1974.* Les produits d'exportation qui ont accusé les plus fortes baisses sont : les phosphates (— 30 % en tonnage et — 16 % en valeur), les produits alimentaires (— 16,7 % en tonnage et — 11,6 % en valeur) ainsi que les conserves de poissons, les primeurs, les vins, les conserves de fruits et légumes. Seule la valeur des exportations agrumicoles s'est accrue de 5 % malgré une baisse de tonnage de 18 %. Il faut préciser que le tonnage exporté en 1975 (445 727 T) est le plus faible depuis 1969. C'est pourquoi le taux de couverture des importations agricoles par les ressources extérieures agrumicoles est passé de 38 % entre 1969-73 à 11 % en 1975.

A cela, il faut ajouter que la structure des exportations au Maroc reste inchangée : plus de 60 % de matières premières, 23 % de produits alimentaires et 9 % de produits finis.

c) *par contre, la valeur des importations s'est accrue de 122 % entre 1973 et 1975.*

A l'origine de cette hausse, on trouve particulièrement :

- d'un côté l'augmentation des dépenses des produits alimentaires (+ 41,5 %). Le sucre et le blé représentent à eux seuls 75 % des acquisitions alimentaires,
- de l'autre, le renchérissement continu des biens d'équipement (+ 75 %).

Les dépenses en produits alimentaires et en biens d'équipement constituent 50 % des importations globales.

Par ailleurs, la répartition géographique des échanges commerciaux est restée sensiblement la même. Le taux d'affiliation au Monde Capitaliste (Europe occidentale — Amérique du Nord principalement) est toujours très élevé. Au niveau des groupements économiques, la CEE reste en tête avec plus de 50 % des échanges, réalisant un excédent avec le Maroc, jamais atteint, d'un montant de 2 milliards de DH contre 140 millions de DH en 1974.

Il faut préciser que la balance commerciale du Maroc est déficitaire aussi

(12) La valeur des exportations est passée de 7 440 millions de DH en 1974 à 6 238 millions en 1975.

bien avec l'Europe, le continent américain qu'asiatique. L'unique solde positif est réalisé avec l'Afrique, qui est sans aucune incidence sur le solde global, vu le caractère marginal des échanges commerciaux afro-marocains.

Face à cette situation, les responsables marocains continuent à croire que la solution aux problèmes posés par le commerce extérieur passe par un réaménagement des rapports Maroc-CEE. C'est dans ce cadre qu'un nouvel accord a été signé en avril 1976, accord dont la « nouveauté » est :

- d'une part le caractère illimité quant à la durée,
- d'autre part son caractère global car il couvre les échanges commerciaux, la « coopération » technique et financière et l'immigration.

Etant donné la nature des deux types d'économie, les résultats de l'accord de 1969 et la nouvelle stratégie méditerranéenne de l'Europe des Neuf, il est permis d'avancer que la convention de 1976 renforcera encore davantage l'ordre des inégalités de développement et par là un ordre de dépendance « rénové ».

2. DÉSÉQUILIBRE MONÉTAIRE ET FINANCIER.

Les incidences de l'aggravation du déficit commercial sur le plan monétaire et financier sont telles que la dynamique du déséquilibre ne cesse de grossir. C'est ce que nous tenterons de montrer à travers l'étude du budget, de la monnaie et de la balance des paiements.

2.1. Le budget.

2.1.1. *Les dépenses du budget général de l'Etat* sont passées de 9 980 millions de DH en 1974 à 15 750 millions en 1975, soit un accroissement de 57,8 %. Par contre, les recettes affectées à la couverture de ces dépenses n'atteignent que 13,5 milliards DH, contre 8,1 milliards DH. Il en résulte une aggravation du déficit budgétaire de l'ordre de 22,2 % (2,2 milliards DH contre 1,8 milliard DH).

La présentation des principales catégories de dépense est révélatrice des sources du déficit.

— Budget de fonctionnement : le montant de ce budget s'est accru dans des proportions importantes en passant de 6 646 M DH à 9 460 M DH (+ 42,4 %). Trois facteurs sont souvent cités pour justifier cette « escalade ».

- La création en 1975 de près de 20 000 emplois se répartissant essentiellement entre la Sécurité Nationale (9 620 emplois) et l'enseignement (8 480).

- L'augmentation des dépenses de matériel des différents ministères (+ 28 %) en vue d'améliorer les conditions de travail de l'Administration.

- L'accroissement des crédits affectés à la charge de la dette publique (+ 17,50 %).

— Budget d'investissement : Entre 1973 et 75, les dépenses d'investissement ont été multipliées par 2,8 en passant de 2 238 millions de DH à 6 288 M.

Les départements qui ont été les principaux bénéficiaires sont le Ministère des Affaires étrangères : + 437 % (élargissement des représentations diplomatiques) et le Ministère des Finances : + 500 % (participation de l'Etat dans divers organismes industriels et miniers, règlement des primes d'équipement et certaines actions spécifiques).

Par contre, les ministères à caractère purement économique ont enregistré une hausse mais dans des proportions plus faibles. C'est le cas du Ministère du Commerce et de l'Industrie (+ 50 %) de l'Agriculture (+ 43 %) et des Travaux publics (+ 54 %).

TABLEAU XI
Prévisions des dépenses du Budget général

En millions de dirhams	1974	1975
<i>Budget ordinaire</i>	6 646	9 463
A. Fonctionnement	6 123	8 848
B. Dette publique	523	615
<i>Budget d'équipement</i>	3 337	6 288
<i>Budget général</i>	9 983	15 751

Source : Ministère des Finances.

2.1.2. Les ressources du budget général.

Comme nous l'avons déjà indiqué, les ressources prévisionnelles publiques ont enregistré un taux de progression supérieur à 66 %.

TABLEAU XII
Prévision des recettes du budget général

En millions de dirhams	1974	1975
<i>Ressources du budget ordinaire</i>	6 895	10 233
— Impôts directs	2 597	3 382
— Droits de douane	1 043	1 320
— Impôts indirects	2 119	2 391
— Enregistrement et timbre	331	388
— Domaines	84	93
— Monopoles exploitations et revenus des participations de l'Etat . .	509	2 438
— Produits divers et autres	212	221
<i>Ressources du budget d'équipement</i>	1 193	3 250
— Recettes exceptionnelles	13	—
— Emprunts à long et moyen terme	1 180	3 260
<i>Recettes d'ordre (versements de fonds sur les dépôts budgétaires)</i>	50	50
Total Général	8 138	13 533

Source : Ministère des Finances.

Comme le montre le tableau XII :

— les sources de financement du budget ordinaire ont très peu varié sur le plan qualitatif. La fiscalité indirecte et les versements de l'OCP au titre de l'IBP (35 % des recettes globales du budget général) constituent les deux grandes catégories de ressources.

— par contre, la source exclusive de financement des investissements publics est principalement l'emprunt d'origine externe. Cette tradition budgétaire au Maroc, outre son caractère « peu orthodoxe », lie le financement de projets publics à vocation productive à l'aléa extérieur.

Il s'avère donc impossible de procéder à un financement planifié rigoureux ni à un développement assis méthodiquement sur des bases internes. Ceci est d'autant plus vrai que le déficit budgétaire est provoqué non seulement par le coût élevé d'une gestion anarchique mais aussi par des dépenses improductives ou dont la rentabilité est douteuse.

2.2. Gestion monétaire et balance des paiements.

2.2.1. Monnaie.

L'analyse de la masse monétaire et des liquidités de l'économie révèle l'existence de séquences déséquilibrantes débouchant sur une inflation déclassée et ce, depuis 1972.

Durant l'exercice 1975, la masse monétaire s'est accrue de 20,5 % — contre 29 % en 1974. Mais rapporté au taux de croissance de la PIB (+ 2,2 %), cette hausse est un facteur inflationniste important.

Les causes de l'augmentation de la circulation monétaire sont dues essentiellement aux dépenses de l'Etat et aux libéralités accordées au secteur privé.

— les créances sur le Trésor constituent la première source de création monétaire (45,9 % de la masse monétaire). Cela signifie un accroissement sensible des engagements du Trésor public qui a été rendu possible grâce aux concours de l'Institut d'Emission dont le montant a augmenté de 41 % contre 12 % en 1974.

Cette situation révèle que l'Etat est le premier agent économique dépensier.

— les crédits à l'économie représentent la deuxième source de création monétaire avec 44,3 % de la masse monétaire.

Il faut rappeler que depuis la levée de l'encadrement du crédit en juillet 1972, la politique suivie dans ce domaine est libérale. C'est pourquoi le taux de progression le plus élevé (+ 24 %) concerne cette rubrique.

Il faut aussi préciser que le financement des activités immobilières, le financement des importations dont le coût ne cesse de s'élever, le financement du stockage de certains produits miniers, ainsi que le « financement » de la hausse des prix constituent les principaux déterminants de l'augmentation des crédits à l'économie durant l'exercice 1975.

— par contre, les avoirs extérieurs ont depuis 1968 et pour la première

fois diminué de 3,8 %. En l'espace des 3 derniers mois de l'année, les réserves ont fondu de 700 millions de DH, soit 35,7 % du montant des avoirs extérieurs atteint en 1974.

Plusieurs facteurs expliquent cette brutale chute de l'encaisse-devise de la Banque Centrale :

- l'effort d'armement, résultat de la politique d'agression algérienne,
- la médiocrité des exportations des produits agricoles et miniers
- les importations massives de produits alimentaires.

En résumé, la situation monétaire est alarmante. Sans une redéfinition d'une nouvelle politique, de crédit avec comme corollaire la maîtrise des circuits monétaires, les conséquences risquent d'être désastreuses pour l'économie marocaine.

TABLEAU XIII :
Monnaie (en millions de DH)

	1974	1975	Variations
Avoirs extérieurs nets	1 984	1 908	- 3,8
Créances sur le Trésor	5 330	6 558	+ 23,0
Crédits à l'économie	5 110	6 331	+ 23,9
Divers	- 577	- 522	
Masse monétaire	11 847	14 275	+ 20,5

Source : La Banque du Maroc.

2.2.2. Balance des paiements.

La dégradation des réserves de change (ne représentant plus que deux mois d'importation) et l'ampleur du déficit de la balance des biens et services (multiplié par 10 en l'espace de 12 mois) vont avoir un effet conjugué sur l'état de la balance des paiements. Ainsi après un excédent de 537 millions de DH en 1974, la balance des paiements dégage un déficit de 68 millions de DH, symptomatique de la crise qui mine l'économie marocaine.

TABLEAU XIV
Balance des paiements

Soldes en millions de dirhams	1973	1974	1975
Biens et services	- 602	- 435	- 4 229
Palements de transfert	+ 1 033	+ 1 470	+ 2 016
Opérations courantes	+ 431	- 498	- 2 213
Capitaux non monétaires	- 288	- 498	+ 2 145
Allocations de droits de tirages spéciaux	-	-	-
Balance des paiements	+ 143	+ 537	- 68

Source : Office des changes.

— La balance des paiements courants : Le niveau record atteint par le déficit de cette balance est dû principalement au déséquilibre profond qui a marqué les échanges commerciaux. Durant l'exercice 1975, si les importations ont augmenté de 25 %, les exportations ont chuté de 16 %. Par contre, les paiements de transfert, essentiellement les envois des travailleurs marocains à l'étranger, sont passés de 1 470 millions de DH à 2 016 millions de DH, soit un accroissement de 37 %. L'importance grandissante de ce solde traditionnellement positif souligne que les rapatriements des travailleurs nationaux constituent un facteur équilibrant dans la structure de la balance des paiements.

— La balance des opérations en capital : Le solde de cette balance, contrairement aux années précédentes est devenu positif. Ce renversement résulte de la convergence de deux séries de phénomènes :

- La mise en confiance du capital privé notamment étranger, à la suite de la marocanisation. Les réticences dont ce dernier a fait montre se sont atténuées : c'est ainsi que l'investissement privé étranger au Maroc est passé de 86,4 M. DH en 1974 à 136,6 MDH en 1975.

- L'accroissement de l'endettement public. Les prêts extérieurs accordés au Maroc ont dépassé 2 milliards de DH en 1975 — contre 614,4 MDH l'année précédente soit une progression de + 290 %. La répartition géographique des principaux bailleurs de fonds révèle le déclin des Etats Unis au profit de l'Europe, des organismes financiers multilatéraux et des pays producteurs de pétrole dans la péninsule. On a ainsi par ordre de classement : la France (472 MDH), BIRD (460 MDH), Arabie Séoudite (412,6 MDH), marché financier (325 MDH), RAF (120 MDH) et Emirats Arabes Unies (102 MDH).

L'assistance financière constitue un palliatif conjoncturel. Elle est à moyen terme d'autant plus un facteur de dépendance et de déséquilibre qu'une fraction des concours reçus est destinée à des fins incontrôlables, une autre fraction est utilisée au titre de « l'aide » à la balance des paiements, une autre pour le remboursement de la dette publique extérieure. L'ampleur exceptionnelle des concours externes pour l'année 1975 est un indice de crise de l'économie marocaine dont les causes doivent être recherchées dans les structures internes.

Le plan quinquennal en cours prendra fin en 1977. 1976 sera relativement meilleure que l'année précédente parce que le climat a été clément (bonne performance de la campagne agricole). Mais les problèmes de fond de l'économie marocaine restent toujours posés !

1977 sera une année de bilan qui ne doit pas être seulement d'ordre statistique. Au-delà de la cuisine des chiffres, ce bilan doit concerner la problématique à laquelle est confrontée la plupart des pays capitalistes sous-développés à savoir la voie de développement à suivre.

L'expérience économique marocaine a montré ses propres limites, sinon son échec. Il s'est avéré qu'il est impossible de construire une économie de type capitaliste dans une société dont le cours d'évolution historique naturel a été « cassé » par plusieurs agressions extérieures. Le paradoxe

est qu'il existe au Maroc un capital, dans le domaine industriel et des finances mais sans une classe capitaliste véritable.

Rompre la double dépendance qui caractérise l'économie marocaine : une dépendance primaire vis-à-vis de la nature et une dépendance organique vis-à-vis de l'extérieur, conduit au rejet des options qui ont prédominé jusqu'ici.

EL MALKI Habib *

* Maître de Conférences à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Rabat.